

---

# GENÈVE II – LA SYRIE:

## le succès et l'échec

**LES COMMENTAIRES : Denis BAUCHARD**

---

---

EN FRANÇAIS



---

# GENÈVE II – LA SYRIE: le succès et l'échec

Le fait même que Genève II ait eu lieu est en soi un succès : en effet au départ il y avait beaucoup de scepticisme quant à la possibilité de tenir une conférence sur la Syrie compte tenu du clivage très profond qui existe entre les autorités syriennes d'une part et les oppositions, notamment la Coalition.

Mais il faut bien dire que cette conférence n'a pas abouti à des résultats tangibles et, en ce sens c'est tout de même un échec. La seule petite ouverture, réalisée non pas tout de suite mais quelques jours plus tard, porte sur l'humanitaire et la possibilité d'apporter une aide humanitaire aux habitants de Homs assiégés. Mais la mise en œuvre de cette décision connaît de sérieuses difficultés d'application.

Pourquoi cet échec de Genève II? En fait la conférence a été une sorte de théâtre d'ombres. Il y a eu essentiellement la réaffirmation des positions déjà connues. Du côté de Bachar al-Assad, on n'est pas manifestement pas disposé à négocier sérieusement pour de nombreuses raisons: cela tient notamment au fait que le régime se sent en position de force sur le plan militaire et diplomatique.

Sur le plan militaire, il a réussi à éviter que les grandes villes ne tombent aux mains des rebelles : il est ainsi en train de récupérer progressivement le contrôle des agglomérations de Hama, de Homs, d'Alep et de Damas. Il est



*Denis Bauchard a été ambassadeur de France en Jordanie (1989-1993), puis directeur pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient au ministère des Affaires étrangères (1993-1996), directeur du cabinet du ministre des Affaires étrangères, Hervé de Charrette (1996-1997) et ambassadeur au Canada (1998-2001).*

*Après avoir été président de l'Institut du Monde arabe (2002-2004), il est aujourd'hui consultant, notamment auprès de l'Institut français des relations internationales (IFRI).*

*Membre de IMESClub depuis 2012*

---

également en position de force sur le plan politique dans la mesure où la Coalition, réunissant les opposants « démocratiques » est plus divisée que jamais même si elle a affiché une unité de façade. Le représentant syrien, Mr Walid Moallem en a profité pour développer à Genève une rhétorique extrêmement agressive et fermée.

Cependant l'opposition, malgré ses faiblesses, a réussi à afficher une position apparemment unie. Elle a fait plutôt bonne figure et peut être même a acquis une nouvelle légitimité. Un signe en est la rencontre de son président Ahmad Jarba avec les autorités russes à Moscou.

**L'opposition, malgré ses faiblesses, a réussi à afficher une position apparemment unie.**

Mais cette opposition, est-elle véritablement représentative de tous les combattants ? Elle l'est sans doute de moins en moins, la majorité des combattants sur le terrain appartient à des groupes plutôt salafistes ou djihadistes.

En fait l'enjeu actuel dépasse le territoire Syrien. La promotion de la démocratie n'est pas l'objectif partagé par tous les combattants. La situation en Syrie devient préoccupante pour plusieurs raisons. D'abord la Syrie devient un vivier du djihadisme international, avec des groupes qui se réclament des méthodes et de l'idéologie d'Al-Qaïda. Ceci ne peut qu'inquiéter la communauté internationale, en particulier les Etats-Unis que l'Europe ou la Russie.

**La Syrie devient un vivier du djihadisme international, avec des groupes qui se réclament des méthodes et de l'idéologie d'Al-Qaïda.**

De plus en plus ce qui se passe en Syrie apparaît comme un affrontement entre Chiites et Sunnites et par delà cet affrontement religieux, un affrontement entre les deux puissances rivales que sont l'Iran et l'Arabie Saoudite. Elle est devenue une sorte de champ de bataille par procuration entre ces deux grandes puissances du Moyen -Orient qui se disputent l'influence non seulement dans le golfe persique mais également dans le monde musulman.

Compte tenu de cette situation comment les choses vont elles évoluer? Plusieurs éléments doivent être pris en considération.

D'une part même si le régime de Bachar Al-Assad est pour l'instant plutôt en position de force, il connaît un certain nombre de faiblesses. Il a dû faire appel

---

à l'Iran qui lui a envoyé des éléments de la brigade Al Qods et de nombreux « conseillers » qui sont venus lui apporter un appui efficace, notamment dans le domaine du renseignement et du combat urbain. Le Hezbollah a envoyé de nombreux combattants aguerris, mais c'est un allié encombrant. Enfin pour se défendre et combattre l'opposition, le régime n'a pas hésité à mobiliser des milices alaouites, mal encadrées, qui échappent de plus en plus à son contrôle.

En fait on peut se demander si le régime finalement n'a pas intérêt lui aussi à négocier.

Il est clair que l'Europe, les Etats-Unis et la Russie ont un certain nombre d'intérêts, largement mutuels, à préserver dans le cadre de ce conflit : les pays occidentaux et la Russie sont très inquiets par le développement du djihadisme qui risque de menacer à terme leur sécurité. De fait, parmi les combattants djihadistes figurent de nombreux ressortissants de ces pays. S'agissant de la seule France, 700 nationaux français seraient partis, pour le jihad en Syrie.

**S'agissant de la seule France,  
700 nationaux français  
seraient partis, pour le jihad  
en Syrie.**

Il y a également un intérêt mutuel aussi dans la mesure où nos pays sont très inquiets à la perspective d'une fragmentation de la Syrie qui, après celle de fait de l'Irak, ferait du Moyen Orient une zone de turbulences hors de contrôle.

La solution ne peut être que politique : il ne peut pas y avoir de solutions militaires dans les circonstances actuelles. Cette solution passe d'une part par l'absence de préalables et, dans un souci d'efficacité, des négociations plus discrètes que celles qui se déroulent actuellement dans le cadre de Genève. Celles-ci devraient inclure toutes les parties intéressées, tous les pays intéressés : la présence de l'Iran est incontournable, au même titre que celle de l'Arabie saoudite, pour arriver à une solution. Une solution politique devrait non seulement prévoir un gouvernement de transition mais également prévoir un dispositif de garantie de protection des minorités.

Ces négociations ne peuvent être que difficiles et longues. La Russie, les Etats-Unis et l'Europe ont tout intérêt à faire pression tant sur l'Iran et l'Arabie saoudite d'un côté mais également sur le pouvoir à Damas comme sur la Coalition pour aboutir à une solution de compromis.

(Le décryptage de l'enregistrement audio est réalisé par Alexander Latsa)